

VD_FINDINFO HC / 2012 / 340 vom 23. Mai 2012

VD Tribunal cantonal, 2012-05-23, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_HC___2012___340

FR: VD_FINDINFO HC / 2012 / 340 du 23 mai 2012

IT: VD_FINDINFO HC / 2012 / 340 del 23 maggio 2012

Regeste

ASSISTANCE JUDICIAIRE, AVOCAT D'OFFICE, INDEMNITÉ ÉQUITABLE | 122 al.
1 let. a CPC (CH), 2 al. 1 RAJ

Erwägungen

E. 30

minutes au lieu d'une heure, le poste « Préparation de l'audience du 15 septembre 2011 » 30 minutes au lieu de 1 h 30 et le poste « Audience et déplacements le 15 septembre 2011 » 2 h 30 au lieu de 3 h 30, sachant que l'audience a duré 1 h 20 et que les deux heures facturées pour le déplacement n'ont pas à être rémunérées dans leur intégralité. Quant au contexte conflictuel de l'affaire et à la communication difficile avec la cliente dont le recourant se prévaut pour justifier de « nombreuses opérations », on peut considérer qu'il en est déjà tenu compte dans la correspondance et les entretiens facturés (cf. liste des opérations ci-dessus, 2 e et 3 e postes). L'appréciation du premier juge quant à la durée nécessaire à l'accomplissement du mandat doit dès lors être confirmée et le premier grief rejeté. 4. a) Le recourant fait valoir aussi que c'est à tort que le montant de ses débours a été ramené à la somme forfaitaire de 100 fr., dès lors que ses frais effectifs se sont élevés à 329 fr. 50. b) Selon l'art. 3 al. 3 RAJ, en l'absence de liste de débours, le conseil juridique commis d'office reçoit une indemnité forfaitaire de 50 fr. pour une affaire transigée avant l'ouverture d'action et de 100 fr. dans les autres cas. Cette disposition n'est pas directement applicable en l'espèce puisque le recourant a établi une liste de débours. Il faut donc déterminer ce que ceux-ci comprennent. Comme l'a exposé la Chambre des recours II dans un arrêt du 8 décembre 2009/248 c. 4b, les débours consistent dans le paiement effectif d'une somme précise pour une opération déterminée, et non pas dans les frais de confection des pièces ordinaires, qui sont inclus dans les frais généraux (Poudret/Haldy/Tappy, Procédure civile vaudoise, 3 e éd., 2002, n. 5 ad art. 91 CPC-VD, p. 171 avec références). Les débours comprennent principalement les frais d'affranchissement postal, les communications téléphoniques, le papier timbré et les estampilles, les coupons de justice, les photocopies, les frais de transport, les indemnités de journée, soit en général toutes les opérations dont le montant est objectivement déterminé et correspond à une sortie de caisse effective d'un montant correspondant (JT 1951 III 2 ss, cité par Jomini, Les honoraires et débours de l'avocat vaudois et leur modération, in JT 1982 III 2, n. 9 p. 5). Si l'avocat engage des avances et des frais dans l'accomplissement de son mandat, il a droit à leur remboursement. Sont visés les frais de transport, de port, de téléphone et fax, de photocopies et de service internet par exemple, ainsi que les autres dépenses effectuées pour le client (Bohnet/Martenet, Droit de la profession d'avocat, 2009, n. 2916 p. 1151, qui renvoient notamment à ATF 117 la 22 c. 4b). Ce dernier arrêt, qui traite de la rémunération de l'avocat d'office, rappelle que l'avocat a droit au remboursement de ses débours, en

particulier de ses frais de téléphone et de vacation, voire « les frais de photocopie, autant qu'ils ne sont pas compris dans les frais généraux de l'étude ». Les photocopies qui sont effectuées habituellement dans tout dossier d'avocat, au moyen d'un appareil dont le coût de fonctionnement est assumé sans relation avec un dossier particulier, doivent être comprises dans les frais généraux. Elles sont alors traitées comme le papier à lettres, les enveloppes et les bulletins de versement, exception devant être faite pour une opération de copie particulière, effectuée spécialement pour une affaire et n'intervenant pas habituellement dans tous les mandats, ainsi pour un dossier pénal volumineux (Cour de modération, S. c. B., 14 novembre 1985). c) En l'espèce, les frais d'ouverture de dossier, de correspondance et de photocopies sont compris dans les frais généraux, de sorte que subsistent comme débours facturés séparément le déplacement à l'audience par 17 fr. 50 et les téléphones par 32 francs. Le total étant inférieur à 100 fr., c'est à bon droit que le premier juge a alloué l'indemnité forfaitaire de l'art. 3 al. 3 RAJ. 5. Il résulte de ce qui précède que le recours doit être rejeté dans la procédure de l'art. 322 al. 1 CPC et la décision entreprise confirmée. Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 150 fr. (art. 75 TFJC [tarif des frais judiciaires en matière civile du 28 septembre 2010; RSV 270.11.5] par analogie), doivent être mis à la charge du recourant qui succombe (art. 106 al. 1 CPC). Il n'y a pas matière à allouer de dépens. Par ces motifs, la Chambre des recours civile du Tribunal cantonal, statuant à huis clos, en application de l'art. 322 al. 1 CPC, prononce : I. Le recours est rejeté. II. Le prononcé est confirmé. III. Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 150 fr. (cent cinquante francs), sont mis à la charge du recourant B._____. IV. L'arrêt motivé est exécutoire. Le président : _____ La greffière : Du 24 mai 2012 Le dispositif de l'arrêt qui précède est communiqué par écrit aux intéressés. La greffière : Du L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié en expédition complète, par l'envoi de photocopies, à : ■ Me B._____ La Chambre des recours civile considère que la valeur litigieuse est de 1'398 fr. 05. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière civile devant le Tribunal fédéral au sens des art. 72 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Dans les affaires pécuniaires, le recours en matière civile n'est recevable que si la valeur litigieuse s'élève au moins à 15'000 fr. en matière de droit du travail et de droit du bail à loyer, à 30'000 fr. dans les autres cas, à moins que la contestation ne soulève une question juridique de principe (art. 74 LTF). Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Cet arrêt est communiqué, par l'envoi de photocopies, à : ■ Mme la Présidente du Tribunal civil de l'arrondissement de l'Est vaudois La greffière :